

Reflets

Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire



Une Marche des femmes en Ontario français en solidarité avec toutes les femmes du monde!

Marie-Hélène Gérôme

Volume 6, Number 2, Fall 2000

Problèmes sociaux en Ontario français

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/026324ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/026324ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Reflets : Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire

ISSN

1203-4576 (print)

1712-8498 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gérôme, M.-H. (2000). Une Marche des femmes en Ontario français en solidarité avec toutes les femmes du monde! *Reflets*, 6(2), 217–220.
<https://doi.org/10.7202/026324ar>

Une Marche des femmes en Ontario français en solidarité avec toutes les femmes du monde!

Marie-Hélène Gérôme

Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario

Les femmes se mobilisent en Ontario français!

Le 13, 14 et 15 octobre 2000 s'est tenu, à l'Université d'Ottawa, le Rassemblement des femmes de l'Ontario français, organisé par la Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario (TFFCPO). Ce Rassemblement, auquel ont été conviées toutes les femmes d'expression française de la province, a eu comme objectifs

- de présenter des ateliers de sensibilisation sur la pauvreté et sur la violence faite aux femmes;
- d'assurer une visibilité aux préoccupations et aux défis auxquels sont confrontées quotidiennement les femmes francophones et leurs enfants;
- d'amener les femmes à émettre des revendications qui seront présentées au gouvernement provincial, et à se donner une plate-forme d'action pour les années à venir, afin de mettre un terme à la pauvreté et la violence faite aux femmes.

Une campagne de sensibilisation qui permet de briser l'isolement des femmes francophones

Depuis le 8 mars 2000, des ateliers de sensibilisation ou des stands d'information portant sur la violence faite aux femmes et sur la pauvreté sont offerts ou montés dans différentes régions de l'Ontario. Ces ateliers, sous leurs différents formats, ont pour objectifs de sensibiliser les femmes aux enjeux qui les concernent et de mieux faire comprendre leur appauvrissement et leur vulnérabilité face à la violence comme résultat des politiques néolibérales instaurées par nos gouvernements. Si la sensibilisation s'avère essentielle pour comprendre comment les femmes francophones, à l'instar de leurs consoeurs du monde entier, se retrouvent dans des situations où elles ne possèdent aucun pouvoir ni contrôle sur leur vie, les ateliers servent aussi à briser l'isolement vécu par beaucoup d'entre elles. Concrètement, les ateliers leur permettent de partager leurs expériences et leurs connaissances en vue de solutions susceptibles de mettre un terme à la pauvreté et à la violence exercée, sous différentes formes, à leur endroit. Pour sa part, le Rassemblement des femmes de l'Ontario français se veut le point culminant de la campagne de sensibilisation initiée par la TFFCPO, permettant à plus de 200 femmes de la province de se retrouver et de penser collectivement à des solutions qui auront un impact sur leur vie quotidienne.

C'est ainsi que les femmes en Ontario français, comme un grand nombre d'autres, tant au niveau local, régional, national qu'international, se rassemblent et s'unissent pour s'opposer aux restructurations de l'économie amorcées au cours des années 80. Ces restructurations, répétons-le, ouvrent la voie à l'hégémonie d'organisations supranationales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), leur permettant d'imposer, entre autres, des Programmes d'ajustement structurel (PAS) auxquels doivent se soumettre les pays et ce, pour que ces derniers remboursent leurs dettes internationales. Dans ce contexte économique qui marque

le déclin certain de l'État-providence là où il avait droit de cité, des femmes se mobilisent dans plus de 150 pays pour contrer les méfaits de la libéralisation incontrôlée du commerce. Certes, cette libéralisation a pour effet d'inciter les gouvernements nationaux à modifier les lois du travail, à éliminer les services sociaux et de santé relevant du secteur public, à couper au niveau de l'éducation, à prôner la privatisation, à permettre la production de biens et de services à faibles coûts au risque de bafouer les droits humains, sociaux, économiques et culturels et ce, au nom d'une loi unique, celle de la croissance économique et du profit. Cet ordre économique provoque l'augmentation de la charge de travail non rémunérée des femmes, ainsi que, dans tous les pays du monde, une plus grande vulnérabilité de ces dernières face à la violence.

C'est ainsi que le Rassemblement des femmes de l'Ontario français profite de la Marche mondiale des femmes pour unir la voix des femmes de la province, qui ont été visées par les politiques imposées par les gouvernements provincial et fédéral, à la voix des femmes du monde entier qui, elles aussi et à divers degrés, ont à faire les frais du modèle économique dominant de type capitaliste néolibéral.

Une solidarité des femmes au niveau international

Le Rassemblement des femmes de l'Ontario français a permis de recueillir des revendications qu'il a regroupées dans le *Manifeste des femmes de l'Ontario français*, et qu'il a présentées au gouvernement provincial afin que celui-ci prenne des mesures radicales pour éradiquer la pauvreté et la violence faite aux femmes. Les femmes de la province, en solidarité avec celles du monde entier, ont aussi été invitées à soutenir les deux recommandations suivantes :

- L'adoption et la mise en oeuvre de la taxe Tobin par les gouvernements. Cette taxe, de 0,1 % à 0,5 % sur les transactions

financières, permettrait la création d'un fonds s'élevant à 72 milliards de dollars U.S. par année dédié exclusivement au développement social.

- La mise en place d'une loi-cadre qui mènerait à l'élimination de la pauvreté.

Pour conclure, ce grand mouvement de solidarité suscité par la Marche mondiale des femmes et initié par la Fédération des femmes du Québec vise à bâtir un environnement empreint à long terme d'une plus grande justice sociale. Il veut aussi permettre aux femmes d'avoir un droit de regard sur les affaires publiques afin qu'elles ne soient plus exclues de toutes les sphères où se prennent les décisions qui les concernent, et concernent l'ensemble de la société.